

Publications périodiques

Comptes annuels

SOGELEASE FRANCE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 248 500 005 €

Siège social : 59, avenue de Chatou, 92500 Rueil-Malmaison

410 736 169 R.C.S. Nanterre

Documents comptables annuels approuvés par décisions de l'Associé Unique le 28 mai 2019

I. — Bilan social au 31 décembre 2018

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (note 1 & 21)	588 037	521 646
- A vue	125 448	103 963
- A terme	462 590	417 683
Créances sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de LOA (note 2 & note 2bis & note 2ter)	2 428 573	2 283 854
Opérations de location simple (note 2 & note 2bis & note 2ter)	224 370	229 465
Immobilisations incorporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Immobilisations corporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Autres actifs (note 4)	14 729	18 900
Comptes de régularisation (note 5)	3 211	3 494
Total actif	3 258 920	3 057 358

Passif	31/12/2018	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédit (note 6 & note 21)	2 575 627	2 421 628
- A vue	257	309
- A terme	2 575 371	2 421 319
Comptes créditeurs de la clientèle (note 21)	1 972	1 609
Autres dettes :		
- A vue	1 972	1 609
- A terme		
Dettes représentées par un titre :		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 7)	27 542	20 676
Comptes de régularisation (note 9)	44 678	43 598
Provisions (note 8)	4 012	6 440
Capital souscrit (note 10)	248 500	248 500
Réserves (note 10)	465	465
Amortissements dérogatoires (note 10)	585 874	540 963
Subvention d'investissement (note 10)	2 871	2 111
Report à nouveau (note 10)	-228 633	-222 391
Résultat de l'exercice (+/-)	-3 989	-6 242
Total passif	3 258 920	3 057 358

Hors-bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 11)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	237 177	248 740
Engagements sur instruments financiers (note 11)		
Engagements de garantie (note 11)		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0

Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 12)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	221 558	183 232
Engagements sur instruments financiers (note 12)		
Engagements de garantie (note 12)		
Engagements reçus sur opérations de crédit-bail		

II. — Compte de résultat 2018

(En milliers d'euros.)

	31/12/2018	31/12/2017
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13) :	10 771	11 612
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	10 771	11 612
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13 bis) :	-8 591	-12 361
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-8 588	-12 357
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-3	-5
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	851 482	845 273
- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	-814 538	-785 135
+ Produits sur opérations de location simple (note 14)	71 351	67 288
- Charges sur opérations de location simple (note 14)	-74 025	-69 535
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	457	431
- Commissions (charges)	-38	-34
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 15) :	334	37
- Produits divers de gestion courante	334	37
- Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Autres charges d'exploitation (note 15) :	-451	-79
- Charges diverses de gestion courante	-451	-79
- Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
Produit net bancaire	36 753	57 498
- Charges générales d'exploitation (note 16) :	-9 216	-10 084
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-9 216	-10 084
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	27 537	47 414
+/- Coût du risque (note 17)	6 578	-7 889
Résultat d'exploitation	34 115	39 525
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	34 115	39 525
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	6 808	5 498
+/- Provisions réglementées (note 20)	-44 911	-51 265
+/- Résultat de l'exercice	-3 989	-6 242

III. — Notes annexes aux comptes sociaux

I. — Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et du règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de SOGELEASE France sont consolidés au niveau de la SOCIETE GENERALE située Tour Société Générale 92972 Paris la Défense cedex

II. — Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. — Opérations sur les nouveaux instruments financiers

Les opérations de couverture portant sur les instruments financiers sont enregistrées conformément aux dispositions de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations (contrats fermes ou optionnels) sont inscrits dans les comptes hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats pour les opérations de couverture est la suivante :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur éléments couverts.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

B. — Immobilisations

B1. – Immobilisations données en location

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de bureau, informatique, et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Les dispositions prévues par le règlement ANC 2014-03, qui abroge les règlements CRC antérieurs, n'ont pas été appliquées aux immobilisations données en location dans la mesure où celles-ci sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire. Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

B2. – Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues pour les deux catégories d'immobilisations ci-dessus sont les suivantes :

- Agencements et installations 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau 5 ans à 10 ans
- Matériel informatique 3 ans à 5 ans
- Matériel et outillage 4 ans à 7 ans

B3. – Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et LOA ou de location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de progiciels dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

B4. – Réserve Latente

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute. Cette dernière était de 607 976 K€ à l'ouverture et de 645 765 K€ au 31 décembre 2018.

C. — Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par l'application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC 2014-07 qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
 - Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
 - Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
 - S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclassement.

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimations de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux années précédentes, sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin 2018, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 48 245 K€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 420 K€.

Gestion des crédits restructurés

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an,
- Les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance [Watch List] avec passage en défaut au 1^{er} impayé,

- Au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

La société est entrée au 1^{er} janvier 1998 dans le périmètre d'intégration fiscale de la Société Générale. Le produit ou la charge est constaté au titre dudit exercice.

D. — Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

E. — Impôt sur les sociétés

Sogelease fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI) depuis le 1^{er} janvier 1998.

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogelease comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

F. — Commissions

La rubrique « commissions » comprend principalement les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

G. — Rémunération des dirigeants

SOGELEASE doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Directeur Général) est rémunéré par SOGELEASE via une refacturation de SOCIETE GENERALE, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

SOGELEASE a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

Aucune avance ni crédit n'a été consenti au cours de l'année 2018.

H. — Provision de passif

La provision est destinée à couvrir la VNC ITNL pour 3 805 K€.

I. — Régime Intégration Fiscale

La société SOGELEASE France est sous le régime d'intégration fiscale du Groupe SG.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont réallouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

J. — Transaction avec les parties liées.

En application du règlement de l'ANC n°2010-04 du 7 octobre 2010, abrogé et repris par ANC N° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans l'annexe.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Créances à vue	125 448	103 963
Créances à terme	462 590	417 683
Total	588 037	521 646

Note 2. – Opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2017	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2018	Amortissements et dépréciations	Valeur nette comptable 31/12/2018
Crédit-bail mobilier						
Immobilisations	4 271 823	1 003 794	808 693	4 466 925	2 056 147	2 410 778
Créances douteuses	13 431	0	1 540	11 891	9 890	2 001
Créances douteuses compromises **	50 972	0	7 278	43 693	36 340	7 354
Créances rattachées	10 325	0	1 886	8 439		8 439
Dont commissions restant à étaler*	3 130	0		3 308	0	3 308
Total	4 346 551	1 003 794	819 397	4 530 948	2 102 376	2 428 573
Location financière						
Immobilisations	448 871	70 694	69 758	449 807	235 119	214 687
Créances douteuses	219	34		253	244	9
Créances douteuses compromises **	2 443	0	168	2 274	2 192	82
Créances rattachées	3 135	6 456	0	9 591		9 591
Dont commissions restant à étaler*	358	0		334		334
Total	454 668	77 184	69 926	461 925	237 555	224 370

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste « opérations de crédit-bail et LOA » et « opérations de location simple »

Note 2. – Bis. —Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Crédit-bail mobilier (1)	62 598	46 229	62 598	46 229
Créances douteuses	13 054	9 890	13 054	9 890
Créances douteuses compromises	49 544	36 340	49 544	36 340
Location financière (1)	2 662	2 436	2 662	2 436
Créances douteuses	219	244	219	244
Créances douteuses compromises	2 443	2 192	2 443	2 192
Total	92 782	48 665	65 260	48 665

(1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2018 s'élève à 10 904 K€. Les reprises de provisions afférentes ont bien été comptabilisées sur l'exercice.

Aucune perte constatée sur les créances douteuses compromises.

Note 2 ter. —Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2017	Dotations Linéaires	Dégressives	Reprises et Reclassements	Amortissements 31/12/2018
Crédit-bail mobilier	2 000 099	764 138		708 091	2 056 147
Location financière	222 542	73 203		60 625	235 119
Reprise d'amortissements excédentaires	0	0			0
Total	2 222 641	837 341	0	768 716	2 291 266

Note 3. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2017	Acquisitions	Cessions	Virements Comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/2018	Amortissements et dépréciations	Valeur nette Comptable
Immobilisations incorporelles	86	0		0		86	86	0
Immobilisations corporelles	0		0			0	0	0
Total	86	0	0	0	0	86	86	0

Note 3 bis. —amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements et dépréciations 31/12/2017	Dotations Linéaires	Reprises	Virements Comptables	Amortissements et dépréciations 31/12/2018
Immobilisations incorporelles	86	0	0		86
Immobilisations corporelles	0		0		0
Total	86	0	0	0	86

Note 4. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Etat, impôts et taxes	8 497	10 878
Débiteurs divers	6 231	8 021
Total	14 729	18 900

Note 5. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Charges constatées d'avance	11	12
Produits à recevoir	3 200	3 482
Divers	0	0
Total	3 211	3 494

Note 6. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes à vue :	257	309
- Comptes ordinaires créditeurs	17	3
- Dettes rattachées	240	306
Dettes à terme :	2 575 371	2 421 319
- Emprunts et comptes à terme	2 574 633	2 420 462
- Dettes rattachées	737	856
Total	2 575 627	2 421 628

Note 7. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Fournisseurs	2	3
Etat, impôts et taxes	4 292	5 141
Créditeurs divers	23 248	13 783
Dépôts de garantie	0	1 749
Total	27 542	20 676

Note 8. – Provisions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Provision VNC ITNL	5 828	3 805	5 828	3 805
Provision risque opérationnel	612	207	612	207
Total	6 440	4 012	6 440	4 012

Note 9. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Loyers constatés d'avance CB	42 032	41 366
Loyers constatés d'avance LS	1 558	1 478
Charges à payer	1 088	755
Total	44 678	43 598

Note 10. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2017	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2018
Capital (1)	248 500				248 500
Primes d'émission					
Réserve légale					
Réserves réglementées					
Réserves ordinaires	465				465
Report à nouveau	-222 391		-6 242		-228 633
Subvention d'investissement	2 111			760	2 871
Amortissements dérogatoires cogénération (note 20)	0			0	0
Autres amortissements dérogatoires (note 20)	540 963			44 911	585 874
Résultat	-6 242	-3 989	6 242		-3 989
Total	563 407	-3 989	0	45 671	605 090

(1) Au 31/12/2018, le capital social se compose de 16 566 667 actions de nominal 15 euros.

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	16 566 667			16 566 667	15
Total	16 566 667	0	0	16 566 667	15

Note 11. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements en faveur des E. C.						0
Engagements sur instruments financiers :						0
- Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements en faveur de la clientèle						
- Engagements relatifs aux opérations de CB					236 937	236 937
Engagements de garantie						0
Total				0	236 937	236 937

Note 12. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financements						
- Reçus des établissements de crédit					221 558	221 558
Engagements sur instruments financiers :						0
- Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						
Engagements de garantie						0
- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail						
Autres engagements						
Total				0	221 558	221 558

Engagements reçus de la part de la SG dans le cadre du nouveau calcul du coefficient de liquidité (Exigence SURFI)

Note 13. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	10 771	11 612
- Intérêts sur compte ordinaire	0	1
- Intérêts sur compte et prêt	10 771	11 611
- Intérêts sur SWAPS	0	0
Produits divers d'intérêts	0	0
- Autres intérêts	0	0
Total	10 771	11 612
(1) Dont intérêts courus à recevoir :		
- Sur compte ordinaire	0	1
- Sur compte et prêt	7 670	8 163

Note 13 bis. — Intérêts et charges assimilées

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	8 588	12 357
- Intérêts sur compte ordinaire	365	339
- Intérêts sur compte et emprunts	8 223	12 017

- Intérêts sur SWAPS	0	0
Sur opérations avec la clientèle	3	5
- Autres intérêts	3	5
Total	8 591	12 361
(1) Dont intérêts courus à payer :		
- Sur compte ordinaire	238	306
- Sur compte et emprunts	812	856

Note 14 . — Produits et charges sur opération de Crédit-bail et de Location simple

Détail des produits sur opérations de crédit-bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	823 148	60 109	807 432	59 574
Indemnités de résiliation , autres produits	4 967	47	11 804	39
Plus-values sur cessions	21 308	11 026	22 492	7 380
Escomptes obtenus	0	0	0	0
Provision pour dépréciation	-6 881	-369	-8 941	-538
Reprise provision pour dépréciation N-1	8 941	538	12 486	833
Total	851 482	71 351	845 273	67 288

Détail des charges sur opérations de crédit-bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires	764 882	73 248	729 897	67 694
Moins-values sur cessions	45 377	443	48 274	1 669
Autres	4 279	333	6 964	172
Dont commissions d'apport*	1 787	165	1 686	172
Total	814 538	74 025	785 135	69 535

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste « charges sur opérations de crédit-bail et LOA » et « charges sur opérations de location simple » Ces commissions étaient enregistrées en 2008 dans le poste « charges de commissions ».

Note 15. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Sur produits divers de gestion courante	334	37
Total	334	37

Note 15. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Sur Quote-part d'exploitation faites en commun	0	0
Sur charges diverses de gestion courante	451	79
Total	451	79

Note 16. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Entretiens et réparations	50	71
Assurance	54	56
Prestations, études informatiques	4	0
Honoraires facturés au titre du contrôle légal	36	39
Autres honoraires	224	353
Impôts et taxes	875	1 199
Frais actes et contentieux	298	405
Refacturation frais répétables	-86	-134
Locations	2	3
Publicité, relations publiques	84	89
Déplacements	0	0
Transports, déplacements et frais de mission	9	8
Frais de télécommunication et postaux	0	0
Refacturations sociétés groupe	7 608	7 959
Condamnation	29	0
Divers	28	36
Total	9 216	10 084

Note 17. – Coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Perte sur clients et débiteurs divers	-10 904	-32 311
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers	-45 230	-62 045
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	61 610	85 701
Profits sur clients	1 103	766
Total	6 578	-7 889

(1) Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002-03 modifié du CRC 2005-03, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps pour 60 K€ a été comptabilisée en coût du risque (comprend stock N-1 et décote négative N).

Note 18. – Produits exceptionnels

Néant.

Note 18. – Charges exceptionnelles

Néant.

Note 19. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant (2)	-10 796	6 808	-3 989
Résultat exceptionnel	0	0	0
Total	-10 796	6 808	-3 989

(1) Du fait de l'intégration fiscale, la société perçoit une subvention égale à la créance d'impôt réalisée.

Le taux d'impôt retenu est de 34,43 % sur le déficit de l'exercice.

(2) Résultat courant avant impôts issu de la liasse fiscale

Note 20. – Dotations / Reprises

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements dérogatoires 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements dérogatoires 31/12/2018
Sur amortissements dérogatoires Crédit-bail (Amortissement maximum)	493 282	43 500	0	536 782
Sur amortissements dérogatoires Location simple (Amortissement maximum)	47 680	1 411	0	49 091
Sur amortissements dérogatoires en cogénération (éolienne)	0		0	0
Total	540 962	44 911	0	585 873

Note 21. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						588 037
- A vue	125 448					125 448
- A terme	32 292	20 870	181 968	227 460		462 590
Créances sur la clientèle :						0
- Autres concours à la clientèle						
- Comptes ordinaires débiteurs						
Total	157 740	20 870	181 968	227 460	0	588 037

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						2 575 627
- A vue	255	2				257
- A terme	295 268	606 155	1 546 239	127 709		2 575 371
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 972
- A vue (voir note ci-dessous).					0	0
- A terme	1 972					1 972
Total	297 497	606 155	1 546 239	127 709	0	2 577 599

Une nouvelle règle de déclassement a été mise en place à partir de 2010 de manière à rattacher les encaissements non imputés par affaires et par tiers. Avant 2010, l'ensemble des encaissements non imputés était classifié au passif, tandis qu'en 2010 le compte est scindé en deux soit à l'actif soit au passif selon la position finale nette du tiers (débiteur ou créateur).

Note 22. – Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques (En milliers d'euros.)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	462 591	
Créances clients et comptes rattachées	0	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 575 371	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 925	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	221 558	

Filiales et participations

Néant.

IV. — Affectation du résultat

L'Associé unique constate que l'exercice 2018 se solde par :

Un déficit de	-3 988 815,24 €
Un report à nouveau débiteur de	-228 632 766,24 €

L'Associé unique décide d'affecter ce bénéfice au report à nouveau débiteur qui s'établit désormais à -232 621 581,48 €.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sogelease France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la note 2 bis de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et à l'appréciation des risques de non- recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 24 mai 2019
Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & Associés
Jean-Marc Mickeler

ERNST & YOUNG Audit
Vincent Roty

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.